

OpenStreetMap pour les services publics ?

A la demande de la Mission de l'Information Géographique rattachée au CGDD du MEDDE (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Moderniser-et-harmoniser-I.html>), le CEREMA lance une action exploratoire autour de l'utilisation d'OpenStreetMap dans les services publics (services de l'état, collectivités, ou autres organismes publics comme les agences d'urbanisme par exemple). L'étude est coordonnée par la Direction territoriale Méditerranée du CEREMA.

Les questionnements se regroupent autour de 4 axes:

- comment articuler l'ouverture des données publiques avec OSM? Comment les collectivités, ministères et autres services publics peuvent à la fois gérer leurs données métier, les publier en tant qu'open data, maintenir les données de référence dont ils ont besoin, en doublonnant le moins possible les tâches et les données, tout en bénéficiant des apports d'OSM et en contribuant à la communauté ? Peut-on s'inspirer de l'exemple de la base adresses nationale pour d'autres types de données? De manière sous-jacente se pose également la question des conflits entre licences, que ce soit entre la licence ODBL d'OSM et la Licence Ouverte d'Etalab, ou entre le caractère contaminant d'ODBL et le respect des droits liés à d'autres sources ayant servi à la production des données métier.

- comment utiliser les données existantes d'OSM, quelles données sont pertinentes pour quelles applications (transport, risques, environnement, urbanisme, voirie...)? Certes les données d'OSM ne peuvent être qualifiées de référence mais elles existent souvent avant qu'une offre coordonnée et validée par une autorité soit disponible. Il en est ainsi des arrêts de transports collectifs, des POI, ...

- quels outils, logiciels et services de l'éco-système faut-il connaître et maîtriser? La multiplicité des services développés autour d'OSM (par la communauté elle-même ou d'autres contributeurs) complique le choix de chacun pour répondre à un besoin particulier. L'identification des outils les plus usités et la compréhension fine de leurs apports est de nature à faire émerger des recommandations. En corollaire, cette analyse pourrait conduire à détecter lesquels seraient à améliorer en priorité, et comment le CEREMA et le MEDDE pourraient contribuer à ces améliorations. Enfin, la détection d'outils utilisables en intranet - et avec quels principes d'articulation avec les services web OSM - pourrait faire évoluer les méthodes de production des services déconcentrés des deux ministères.

- comment fonctionne la standardisation et la qualification des données dans OSM? Le MEDDE et le MAAF, au travers de la COVADIS, investissent dans la définition de standards des données qu'ils sont amenés à produire ou à consolider mais avec des résultats disparates sur leur mise en pratique. L'expérience d'OSM en la matière semble pertinente et l'étude s'attachera à ces premières interrogations : comment garantir l'équivalence sémantique entre modélisation classique et modélisation de type OSM, est-il possible de définir des règles de passage d'un modèle à l'autre ?

La première phase de l'étude consiste à regarder les usages existants d'OSM dans les services publics pour en dégager les grandes tendances qui serviront de trame aux étapes suivantes.

Parmi les lecteurs de Signature, certains sont sans doute utilisateurs des données OSM et peut être "mappers OSM". Certains d'entre vous se sont déjà posés ces questions et ont même apporté des premières solutions.

Nous souhaitons recueillir vos marques d'intérêt et de réaliser un premier recensement des personnes qui souhaitent être interrogées et participer à cette étude.

Merci d'avance de nous contacter.

Patrick GENDRE pat.gendre@cerema.fr et Yves BONIN yves.bonin@cerema.fr